

**Le Centre d'étude et de réflexion sur le monde francophone
(CERMF)**

**La situation économique en Afrique subsaharienne francophone
en 2020**

**Frappée par la crise liée au Covid-19, l'Afrique subsaharienne
francophone continue toutefois à tirer l'économie africaine**

**Mars 2021
www.cermf.org**

Table des matières

Une croissance globale négative de -2,1 %	3
Une Afrique de l’Ouest francophone assez résiliente	7
Une situation contrastée en Afrique centrale	10
Une activité globale en forte baisse en Afrique de l’Est francophone	10
Un endettement globalement maîtrisé en Afrique subsaharienne francophone	11
Un rebond attendu dans un contexte international et africain plus favorable	13
Une prudence qui s’impose avant l’adoption d’une éventuelle monnaie ouest-africaine	14

Graphiques

Évolution de la croissance économique de l’Afrique subsaharienne francophone et du reste de l’Afrique subsaharienne sur la période 2012-2020 (9 années)	4
Croissance économique annuelle moyenne de l’Afrique subsaharienne francophone et du reste de l’Afrique subsaharienne sur la période 2012-2020	5
Évolution de la croissance des quatre premières économies francophones d’Afrique subsaharienne sur la période 2012-2020	5
Évolution de la croissance des quatre premières économies non francophones d’Afrique subsaharienne sur la période 2012-2020	6
Croissance économique annuelle moyenne des quatre premières économies francophones et non francophones d’Afrique subsaharienne sur la période 2012-2020	6
Croissances économique et démographique annuelles moyennes des quatre premières économies francophones et non francophones d’Afrique subsaharienne pour la période 2015-2020 (6 années)	7
Les PIB par habitant les plus élevés d’Afrique de l’Ouest et d’Afrique de l’Est, début 2020	9
Évolution des taux d’endettement global de l’Afrique subsaharienne francophone et du reste de l’Afrique subsaharienne entre 2019 et 2020, selon la dette publique	12
Les 10 pays les plus endettés du continent africain début 2021 selon la dette publique	13
Évolution de l’inflation pour les quatre premières économies de la CEDEAO sur la période 2012-2019 (8 années)	16

L’Afrique subsaharienne francophone continue à tirer l’économie africaine

En dépit d’une année particulièrement difficile, marquée par la pandémie, l’Afrique subsaharienne francophone a globalement réalisé les meilleures performances économiques du continent pour la septième année consécutive et la huitième fois en neuf ans, tout en en demeurant, et plus qu’auparavant, la partie la moins endettée. La tendance devrait se maintenir pour l’année 2021, avec un rebond attendu de l’activité, même si les prévisions en la matière restent, à ce stade, assez hasardeuses.

Pour la septième année consécutive et pour la huitième fois en neuf ans, l’Afrique subsaharienne francophone a affiché les meilleures performances du continent en termes de variation de PIB, selon les données fournies par la Banque mondiale dans son rapport « Perspectives économiques mondiales », publié en janvier dernier. Globalement, cet ensemble de 22 pays est ainsi parvenu à limiter la baisse de l’activité résultant de la crise liée au Covid-19, en enregistrant une croissance négative de -2,1 %, tandis que le reste de l’Afrique subsaharienne enregistrerait un taux de -4,3 % *. Du côté de la dette publique, et selon les dernières données du FMI, l’Afrique subsaharienne francophone a globalement réussi à maîtriser son niveau d’endettement, qui était déjà le plus faible du continent, avec une hausse de 4,1 points de pourcentage du poids global de la dette publique par rapport au PIB, contre une hausse de 8,3 points pour le reste de l’Afrique subsaharienne.

Une croissance globale négative de -2,1 %

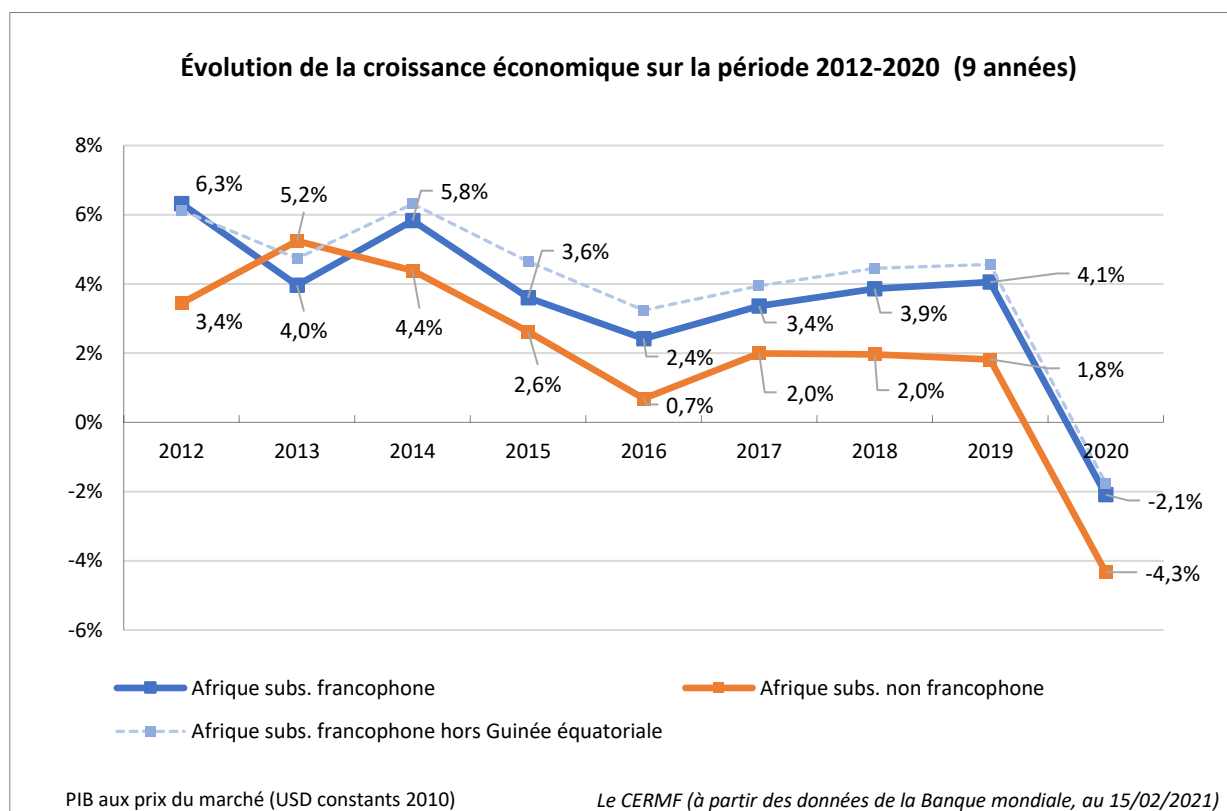
La croissance de l’Afrique subsaharienne francophone a donc connu une importante baisse par rapport à l’année précédente, lorsqu’elle s’était établie à 4,1 % (4,6 % hors cas très particulier de la Guinée équatoriale). Cette même année, en 2019, la croissance avait été de 1,8 % pour le reste de l’Afrique subsaharienne. En zone CFA, qui regroupe 13 des 22 pays francophones (dont la Guinée équatoriale, ancienne colonie espagnole et partiellement francophone), ainsi que la Guinée Bissau (lusophone et ancienne colonie portugaise), qui rassemble 54 % de la population de l’Afrique francophone subsaharienne (et 43 % de celle de l’Afrique francophone), la croissance est passée de 3,9 % en 2019 à -1,6 % (ou de 4,6 % à -1,1 %, hors Guinée équatoriale). Dans cet espace, la zone UEMOA continue à se distinguer en ayant réussi à enregistrer une évolution légèrement positive (0,2 %), à l’inverse de la zone CEMAC dont les trois pays les plus dépendants des hydrocarbures ont fait baisser la moyenne globale de la croissance économique.

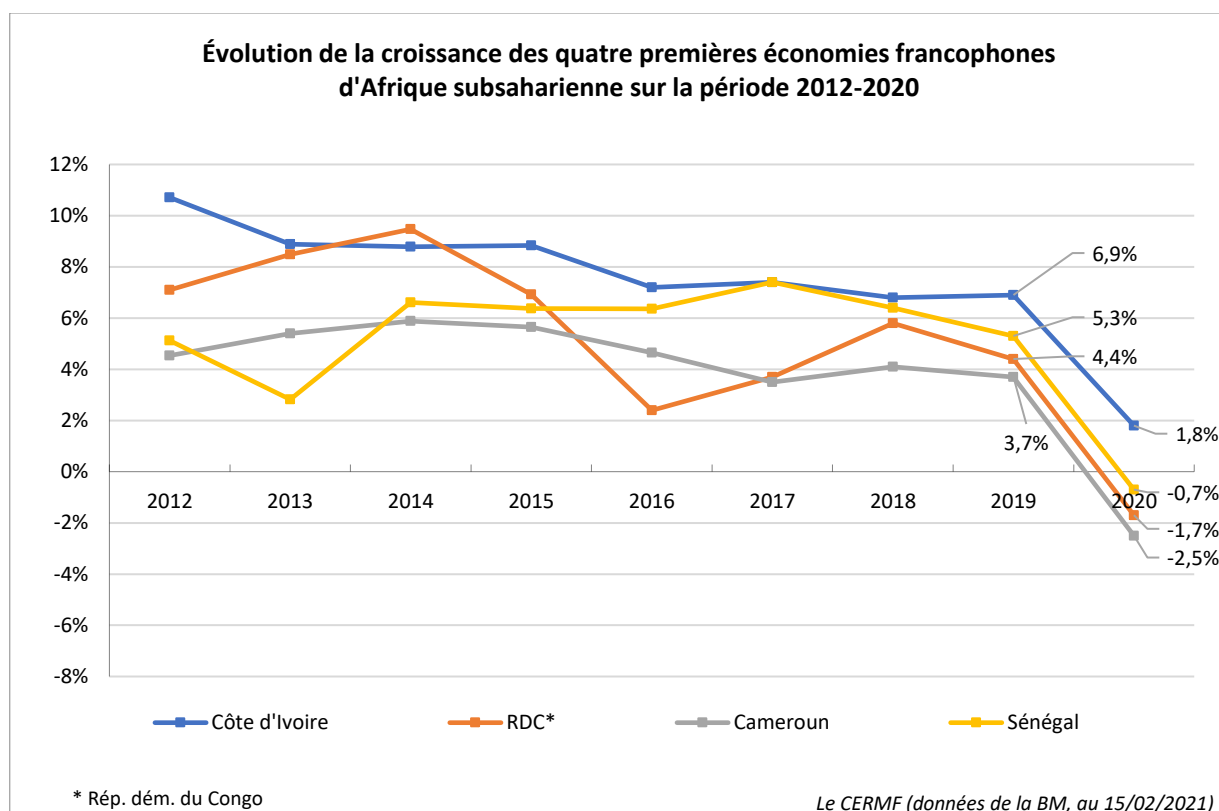
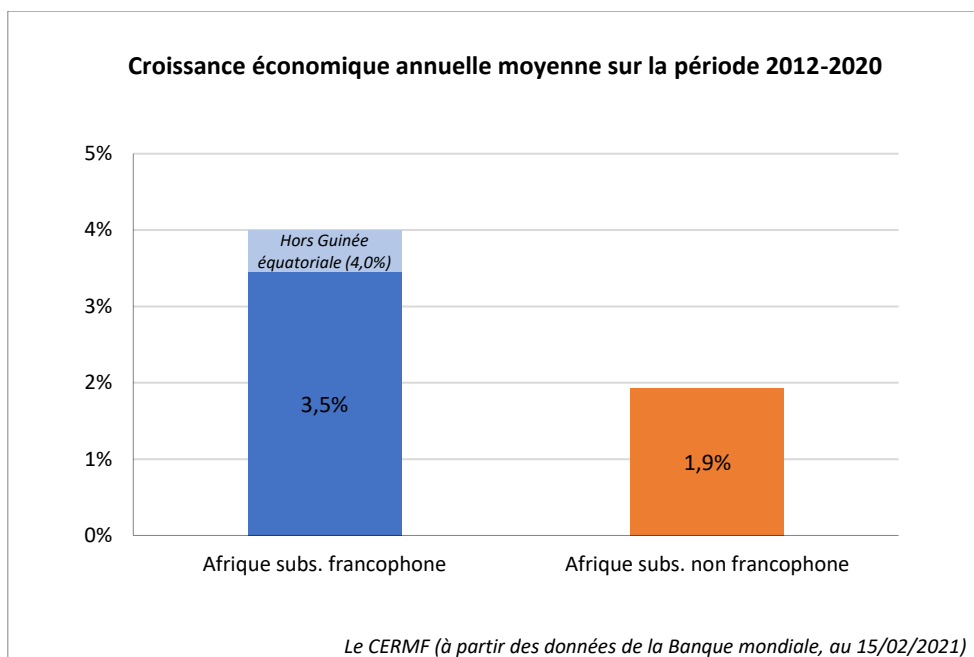
En 2020, et même en répertoriant Maurice et les Seychelles parmi les pays francophones (deux pays considérés comme à la fois francophones et anglophones*), quatre des douze pays d’Afrique subsaharienne ayant affiché une croissance négative de plus 5 % sont francophones (ou seulement deux sur dix, si l’on ne tient pas compte des deux pays précédemment cités). Un an plus tôt, soit avant l’apparition de la pandémie, seuls deux des huit pays subsahariens ayant connu une variation négative (< 0 %) étaient francophones.

En Afrique subsaharienne non francophone, la Nigeria, l’Afrique du Sud et l’Angola, trois des principales économies de la zone, ont été durement touchés par la crise économique internationale, alors que ces pays étaient déjà en grande difficulté depuis plusieurs années, notamment en raison du déclin progressif de leur très importante production pétrolière (pour le Nigeria et l’Angola, respectivement premier et deuxième producteur d’hydrocarbures d’Afrique subsaharienne), ou aurifère (cas de l’Afrique du Sud, désormais second producteur du continent, après avoir été récemment dépassée par le Ghana). Ces pays ont ainsi respectivement affiché une croissance négative de -4,1 %, -7,8 % et -4,0 %, après avoir réalisé d’assez mauvaises performances en 2019 (2,2 %, 0,2 % et -0,9 %, respectivement).

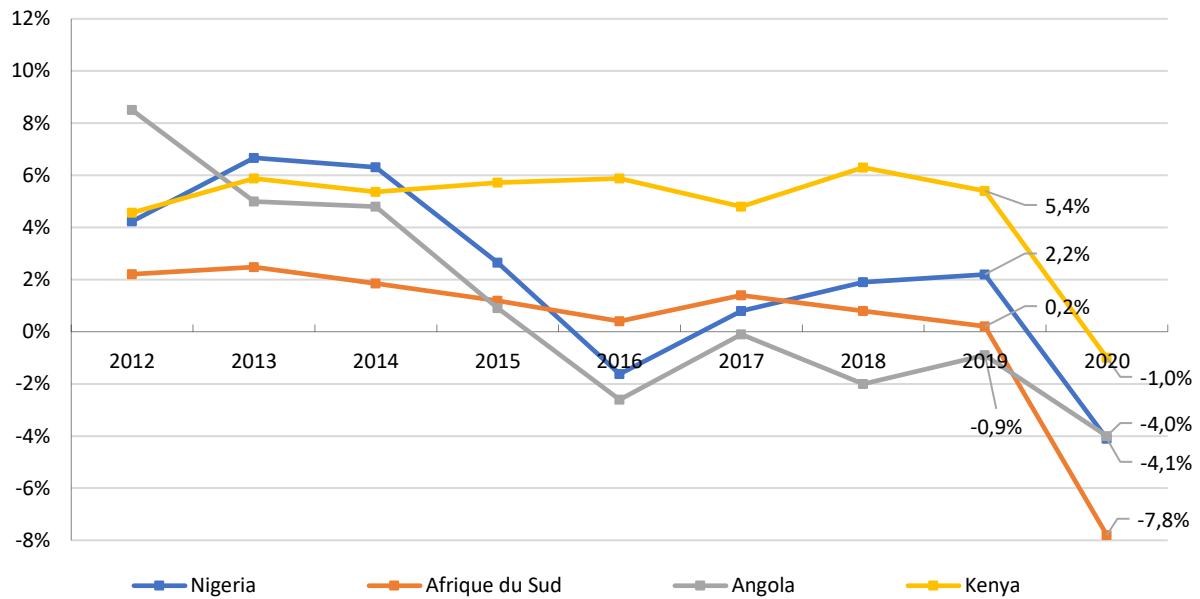
Ce manque de dynamisme semble durablement installé selon les prévisions de la Banque mondiale, qui continue de tabler sur des croissances anémiques pour ces trois pays au cours des quelques années à venir, au moins. Le Nigeria, l’Afrique du Sud et l’Angola sont donc des pays en voie d’appauvrissement, puisqu’ils affichent désormais constamment des taux de croissance largement inférieurs à leur croissance démographique (contrairement aux pays francophones qui leur sont proches). À titre d’exemple, au Nigeria, qui enregistre les taux de croissance économique les plus élevés de ces trois pays, la hausse du PIB n’a été que de 0,3 % en moyenne annuelle sur les six dernières années (et de 1,2 % sur la période 2015-2019) contre une croissance démographique annuelle de 2,5 % en moyenne sur la même période. Par ailleurs, le Nigeria et l’Angola ont connu une importante dépréciation de leur monnaie, dont la valeur a baissé de près de 60 % et 85 %, respectivement, par rapport au dollar depuis 2014. Avec à la clé une forte inflation et le maintien d’une forte dollarisation de leur économie (utilisation du dollar pour une partie importante des transactions, par refus de la monnaie locale considérée comme risquée).

Sur la période 2012-2020, soit neuf années, la croissance annuelle de l’Afrique subsaharienne francophone s’est donc établie à 3,5 % en moyenne (4,0 % hors Guinée équatoriale, et 5,6 % pour la zone UEMOA). Ce taux a été de 1,9 % pour le reste de l’Afrique subsaharienne. Pour rappel, la croissance globale annuelle s’était établie à 4,2 % pour l’Afrique subsaharienne francophone pendant les huit années de la période 2012-2019, juste avant la pandémie (4,8 % hors Guinée équatoriale), et à 2,8 % pour le reste de l’Afrique subsaharienne. Quant aux quatre premières économies de l’Afrique subsaharienne francophone, et sur la période de neuf années 2012-2020 (donc pandémie incluse), la Côte d’Ivoire, la RDC, le Cameroun et le Sénégal, ont respectivement enregistré une croissance annuelle de 7,5 %, 5,1 %, 3,9 % et 5,1 % en moyenne. De leur côté, les quatre premières économies en début de période pour le reste de l’Afrique subsaharienne, à savoir le Nigeria, l’Afrique du Sud, l’Angola et le Kenya (l’Angola ayant été remplacée par l’Éthiopie en 2019), ont respectivement connu une progression annuelle de 2,1 %, 0,3 %, 1,0 % et 4,8 %.





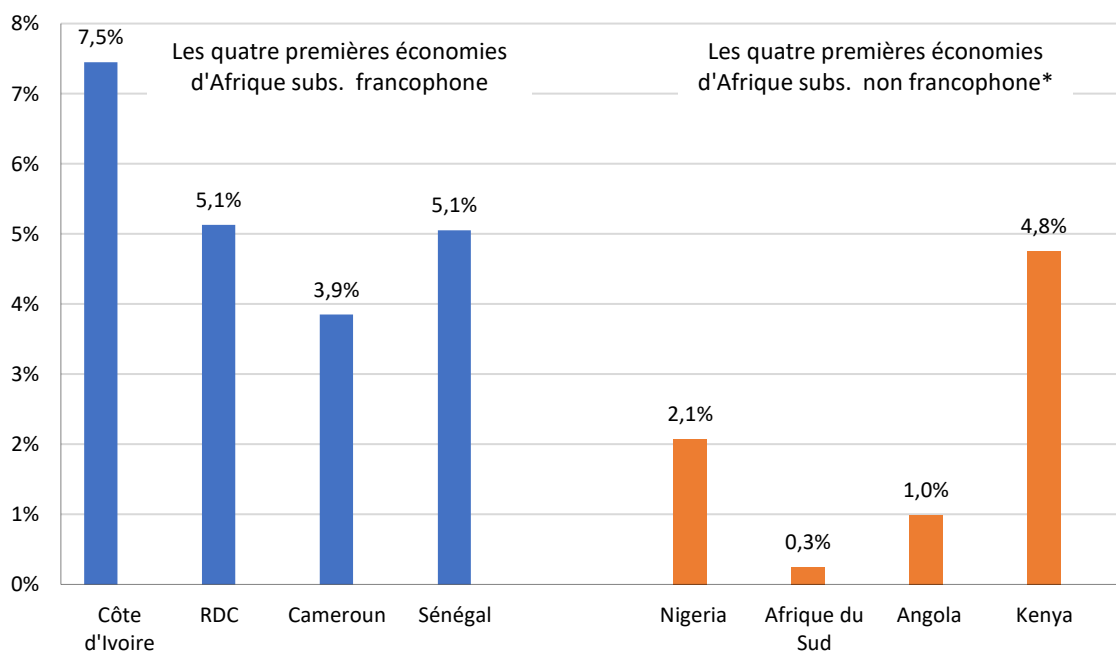
Évolution de la croissance des quatre premières économies non francophones d'Afrique subsaharienne sur la période 2012-2020*



* Classement début 2012 (l'Angola a cédé sa place à l'Éthiopie en 2019)

Le CERMF (données de la BM, au 15/02/2021)

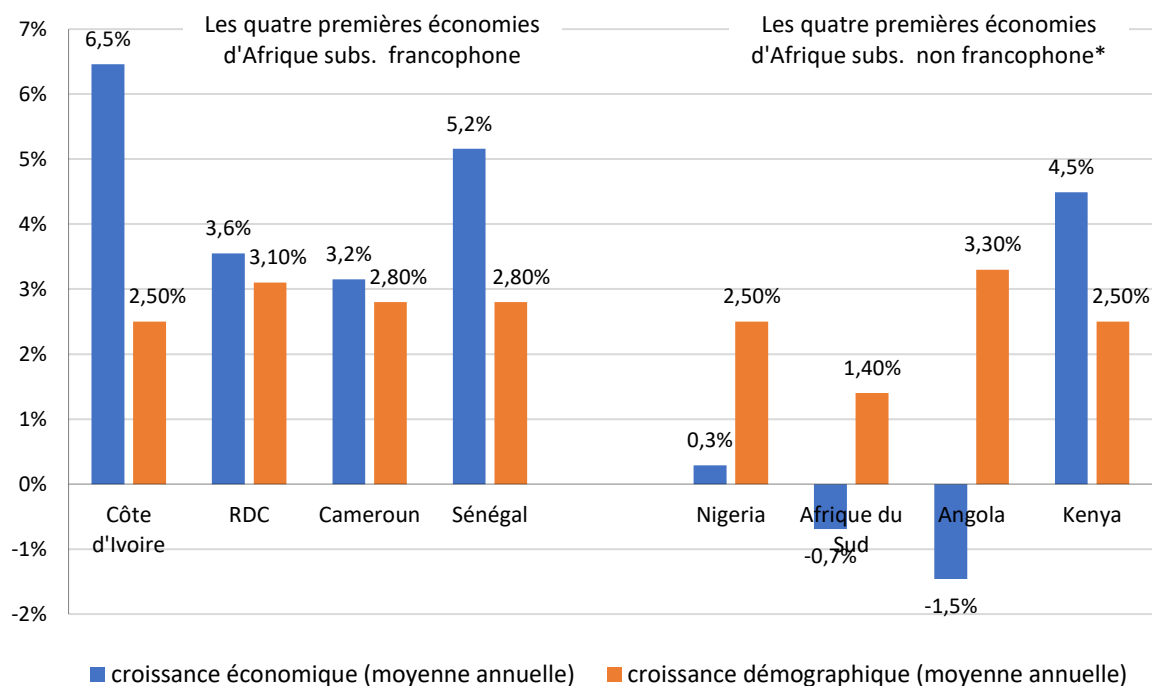
Croissance économique annuelle moyenne sur la période 2012-2020 (9 années)



* Classement début 2012 (l'Angola a cédé sa place à l'Éthiopie en 2019)

Le CERMF (à partir des données de la Banque mondiale, au 15/02/2021)

Croissances économique et démographique annuelles pour la période 2015-2020 (6 années)



* Classement début 2012

(l'Angola a cédé sa place à l'Éthiopie en 2019)

Le CERMF (à partir des données de la BM et du PRB, au 15/02/2021)

Une Afrique de l'Ouest francophone assez résiliente

Après avoir réalisé une croissance globale supérieure à 6 % pendant six années consécutives (de 2014 à 2019), et enregistré une croissance annuelle de 6,3 % en moyenne sur les huit années de la période 2012-2019, la zone UEMOA (huit pays, dont la lusophone, mais très francophonophile, Guinée-Bissau) a connu un important ralentissement de l'activité économique en 2020, mais est tout de même parvenue à afficher une croissance légèrement positive et s'établissant à 0,2 %. Cette même année, quatre des sept pays francophones de la zone monétaire ont enregistré une évolution positive (Le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Togo), avec un maximum de 2 % pour le Bénin. À l'inverse, les trois autres pays francophones ont enregistré une croissance négative, avec un plus bas de -2 % pour le Mali et le Burkina Faso (suivis de la Guinée-Bissau, en dernière position de la zone avec une taux de -2,4 %). L'espace UEMOA conforte ainsi son statut de plus vaste zone de stabilité du continent, après en avoir également été la plus vaste zone de forte croissance sur la période de huit années 2012-2019, avant l'apparition de la pandémie dont les conséquences ont affecté l'ensemble du continent.

Hors UEMOA, la Guinée a également affiché une croissance positive, en raison de la hausse des activités extractives avec l'entrée en production de nouvelles mines. Ainsi, l'Afrique de l'Ouest francophone (soit la zone UEMOA + Guinée et Mauritanie, situées hors zone CFA), a concentré à elle seule cinq des sept pays francophones d'Afrique subsaharienne étant parvenus à réaliser une croissance positive en 2020.

Il convient de souligner que le statut de zone la plus dynamique du continent constitue une réelle performance pour la zone UEMOA, vu que celle-ci n'en est pas la plus pauvre, cette place étant occupée par l'Afrique de l'Est. Ainsi, à titre d'exemple, et hors Djibouti (pays francophone), seul un pays d'Afrique de l'Est continentale affichait début 2020 un PIB

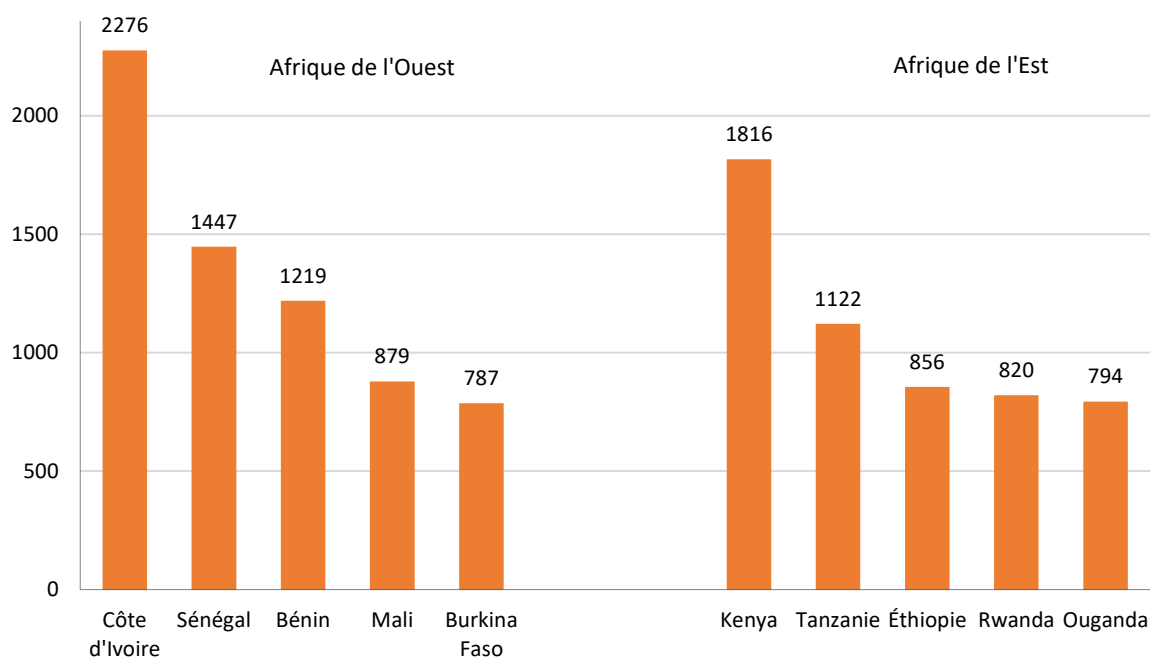
par habitant dépassant clairement la barre des 1 000 dollars, à savoir le Kenya (1 816 dollars, suivi loin derrière par la Tanzanie, 1 122 dollars, selon les dernières données disponibles). À la même date, trois pays francophones de l'espace UEMOA dépassaient clairement ce seuil symbolique, en l'occurrence la Côte d'Ivoire (2 276 dollars), le Sénégal (1 447 dollars) et le Bénin (1 219). Et même quatre pays pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest francophone, en tenant compte de la Mauritanie, aux importantes richesses minières (et auxquels s'ajoutent, pour toute l'Afrique de l'Ouest continentale, le Nigeria pétrolier et le Ghana, important producteur de pétrole et premier producteur africain d'or). Par ailleurs, l'Afrique de l'Est abrite les cinq pays les plus pauvres du continent, à savoir le Soudan du Sud, le Soudan, la Somalie, le Malawi et le Burundi (quatre pays anglophones et un francophone, ayant tous un PIB par habitant inférieur à 450 dollars, début 2020). Enfin, l'Afrique de l'Est est également la partie la plus instable du continent, marquée par de nombreux problèmes sécuritaires et abritant, notamment, les deux pays connaissant les conflits les plus meurtriers d'Afrique subsaharienne, proportionnellement à la population locale, en l'occurrence la Somalie et le Soudan du Sud. Deux conflits auxquels s'est récemment ajoutée la guerre civile ayant frappé l'Éthiopie fin 2020, un des pays les plus pauvres d'Afrique et où les tensions interethniques et les répressions policières avaient déjà fait plusieurs centaines de morts ces quelques dernières années, faisant de ce pays l'un de ceux connaissant les plus fortes tensions sociales sur le continent, avec en particulier l'Afrique du Sud (où l'on compte plus de 15 000 homicides par an).

En Afrique de l'Ouest francophone, et grâce à une croissance de 8,2 % en moyenne sur la période 2012-2019, soit la deuxième plus forte progression au monde de ces huit années (et la plus forte pour la catégorie des pays ayant un PIB par habitant supérieur à 1 000 dollars début 2012), la Côte-d'Ivoire vient, par exemple, de dépasser le Nicaragua en termes de richesse par habitant, pour devenir le premier pays africain au sous-sol globalement pauvre de l'histoire à devancer un pays d'Amérique hispanique (hors très petits États de moins de 1,5 million d'habitants, majoritairement insulaires et ne pouvant être pris en compte pour de pertinentes comparaisons). Une performance réalisée après avoir dépassé le Kenya, et surtout après avoir réussi l'exploit de devancer le Ghana et le Nigeria, deux pays voisins regorgeant de richesses naturelles, pour devenir le pays le plus riche de toute l'Afrique de l'Ouest (le Ghana et le Nigeria étant à des niveaux de production de pétrole et/ou d'or de très loin supérieurs à ceux de la Côte d'Ivoire). Par ailleurs, et selon les prévisions de croissance pour les quelques années à venir, ces deux derniers pays devraient également être prochainement dépassés par le Sénégal, lui aussi pauvre en richesses naturelles. Quant au Niger, il vient de réussir la performance de devancer la Sierra Leone, quittant ainsi la place peu enviable de pays le plus pauvre d'Afrique de l'Ouest (554 dollars par habitant, contre 527 dollars), ainsi que la liste des dix pays les plus pauvres du continent. Compte tenu des prévisions, le Niger devait également très prochainement dépasser le Liberia, autre pays anglophone côtier d'Afrique de l'Ouest.

Les bonnes performances de l'Afrique de l'Ouest francophone s'expliquent principalement par les nombreuses réformes entreprises par les pays de la région, aussi bien sur le plan économique qu'en matière de bonne gouvernance. Des plans de diversification ont ainsi été mis en place, comme le « Plan Sénégal émergent » (PSE), ou encore la « Stratégie de croissance accélérée et de développement durable » (SCADD) au Burkina Faso, dont la croissance a été de 5,7 % en moyenne annuelle sur la période de huit années 2012-2019. Pour ce qui du climat des affaires, certains pays ont réalisé un bon considérable entre les classements *Doing Business* 2012 et 2020, et notamment le Togo (passé de la 162e à la 97e place), la Côte d'Ivoire (de la 167e place à la 110e place), le Sénégal (de la 154e à la 123e) ou encore le Niger (passé de la 173e à la 132e place, talonnant ainsi le Nigeria, 131e). Pays francophone le moins bien classé d'Afrique de l'Ouest, la Guinée est toutefois passée de la 179e à la 156e place sur la même période.

À titre de comparaison, il convient de savoir, par exemple, que la Nigeria, l'Éthiopie et l'Angola, respectivement première, troisième et cinquième économie d'Afrique subsaharienne selon la Banque mondiale (du fait de leur très importante production pétrolière et/ou population), se classent à la 131e, 159e et 177e place, respectivement. Par ailleurs, il est à noter que plus aucun pays francophone ne figure désormais parmi les six derniers pays de ce classement international, places désormais majoritairement occupées par des pays anglophones.

Les PIB par habitant les plus élevés début 2020, hors pays riches en matières premières*, États insulaires et Djibouti (francophone, 3415 dollars)



* Nigeria (2230 \$), Ghana (2202), Mauritanie (1679) et Guinée (963)

Le CERMF (données de la BM, au 15/02/2021)

Dans un autre registre, et mis à part l'année très particulière qui vient de s'écouler, il est utile de souligner que la croissance économique de l'Afrique de l'Ouest francophone est globalement et régulièrement deux fois supérieure à sa croissance démographique, contredisant ainsi certaines théories assez médiatisées. Grâce au cadre plus favorable instauré par les différentes réformes en matière d'économie et de bonne gouvernance, cet essor démographique contribue donc à son tour au dynamisme économique, en permettant notamment au marché intérieur de ces pays d'atteindre une masse critique nécessaire au développement de nombreuses activités. Il convient d'ailleurs de rappeler que la plupart des pays francophones de la région demeurent encore assez faiblement peuplés. À titre d'exemple, la Guinée et le Burkina Faso, légèrement plus étendus que le Royaume-Uni (et non deux à trois fois plus petits comme l'indique la majorité, bien trompeuse, des cartes en circulation dans les médias et établissements publics ou privés), ne comptent respectivement que 13 et 21 millions d'habitants, contre 67 millions pour le Royaume-Uni. Quant à la Côte d'Ivoire, un tiers plus étendue mais ne comptant que 26 millions d'habitants, elle abriterait aujourd'hui une population de 89 millions d'habitants si elle était proportionnellement aussi peuplée que le Royaume-Uni.

Une situation contrastée en Afrique centrale

En Afrique centrale francophone, la croissance globale a elle aussi connu une forte baisse, passant de 2,2 % en 2019 à -3,3 % en 2020. Au Cameroun, qui dispose de l'économie la plus diversifiée de la région, la croissance a été négative en s'établissant à -2,5 %. Avec une variation annuelle du PIB qui devrait continuer à être en moyenne deux fois plus favorable que celle du Nigeria voisin, comme depuis plusieurs années, le Cameroun devrait lui aussi, prochainement, dépasser ce pays en termes de richesse par habitant, rejoignant ainsi la Côte d'Ivoire et très probablement le Sénégal (le PIB par habitant du pays étant de 1 507 dollars début 2020). Pour sa part, la République démocratique du Congo (RDC), première économie d'Afrique centrale francophone, a enregistré une croissance négative de -1,7 % (contre 4,4 % un an plus tôt). Bien que le ralentissement de l'économie y ait été assez limité, comme au Cameroun, il n'en demeure pas moins que ce taux reste plutôt décevant pour un pays qui se classe parmi les plus pauvres du continent (581 dollars par habitant, début 2020).

En zone CEMAC (dont ne fait pas partie la RDC), la variation du PIB est passée de 1,4 % en 2019 à -3,8 % en 2020, Guinée équatoriale incluse (ou de 2,7% à -3,0 %, hors Guinée équatoriale). Ce pays constitue, en effet, un cas très particulier qu'il convient régulièrement de rappeler, car de nature à fausser l'interprétation des statistiques régionales. Peuplé d'environ un million d'habitants, seulement, ce pays partiellement francophone et ancienne colonie espagnole était subitement devenu l'un des principaux producteurs africains de pétrole à la fin des années 1990, avant de voir rapidement sa production commencer à décliner, au début des années 2010. N'étant pas encore parvenu à diversifier suffisamment son économie, il a donc connu une forte chute de son PIB et aligné une sixième année consécutive de croissance négative (-9,0 % en 2020, pour une moyenne annuelle de -7,5 % sur les six dernières années).

Au Gabon, la croissance est passée de 3,9 % en 2019 à -2,4 % en 2020, et devrait connaître un rebond à 1,9 % en 2021. Bien que modéré, ce rebond constitue néanmoins une meilleure performance que celle attendue par les deux grands et proches pays pétroliers que sont le Nigeria et l'Angola. Une situation qui s'explique notamment par les efforts réalisés en matière de diversification (Plan stratégique Gabon émergent - PSGE), qui lui permettent d'afficher régulièrement une croissance hors hydrocarbures supérieure à celle de ces deux autres pays. Sur la période de six années 2015-2020, la variation totale du PIB s'est ainsi établie à 1,4 % en moyenne annuelle pour le Gabon, contre 0,3 % pour le Nigeria et une évolution négative de -1,5 % pour l'Angola (dont les prévisions de croissance pour 2021 s'établissent à 1,1 % et à 0,9 %, respectivement).

Si le Gabon et le Cameroun s'emploient à réformer et à diversifier leur économie, force est de constater que pareils efforts n'ont pas encore été réellement entrepris au Congo voisin (tout comme en Guinée équatoriale), qui a enregistré une évolution fortement négative de son PIB de 8,9 %, après avoir déjà enregistré une baisse assez importante de 3,5 % l'année précédente (et dont la croissance devrait également être négative en 2021). Une baisse importante du PIB qui traduit l'absence de réformes économiques profondes et courageuses, comme l'atteste le fait que le pays continue à occuper l'une des dernières places du classement *Doing Business*, en arrivant 180e sur un total de 190 pays étudiés (et se classant donc, à peu près, au même niveau que l'Angola, 177e, ou encore que la RDC, 183e). Autre conséquence de ce manque de réformes, le Congo a vu sa dette publique considérablement augmenter en 2020, passant de 83,7 % du PIB fin 2019 à 104,5 %, selon les dernières estimations du FMI, et rétrogradant ainsi à la septième place des pays les plus endettés du continent (lui qui était déjà en huitième position un an plus tôt, ainsi que le pays francophone le plus endetté d'Afrique).

Une activité globale en forte baisse en Afrique de l'Est francophone

La croissance globale de cette partie du continent a connu une baisse particulièrement forte, passant d'environ 4 % par an (3,8 % en 2019) à -7,6 % en 2020. Ce ralentissement brutal de l'activité s'explique par l'importance du secteur touristique dans la moitié des six pays de la région, et en particulier à Maurice et aux Seychelles dont le PIB a chuté,

respectivement, de 12,9 % et de 15,9 %, suite à l'effondrement du tourisme international. Pour sa part, Madagascar, plus grand pays de la région, a enregistré une baisse assez importante de 4,2 % de son PIB (après une croissance positive de 4,8 % un an plus tôt).

De leur côté, les pays non dépendants du tourisme ont été ceux ayant réalisé les moins mauvaises performances. Djibouti a ainsi connu une croissance négative de -1,0 % en 2020, et qui pourrait rebondir à 7,1 % en 2021 pour retrouver son niveau des années précédentes. En effet, le pays avait réalisé une progression annuelle moyenne de 7,1 % également sur la période de six années allant de 2014 à 2019, et ce, en tirant profit de sa situation géographique stratégique qui lui permet de devenir progressivement une plaque tournante du commerce international, grâce notamment à des investissements massifs en provenance de Chine. Pourtant, seule une dizaine d'entreprises françaises sont implantées dans ce pays, avec lequel la compagnie aérienne Air France n'assure qu'un seul et unique vol hebdomadaire direct avec Paris. Contraste saisissant avec les sept vols directs assurés par Turkish Airlines en direction d'Istanbul, ou encore avec les trois liaisons assurées par le groupe Emirates vers Dubaï.

Cette faible présence économique de la France à Djibouti, tout comme en RDC, premier pays francophone du monde et pour lequel l'hexagone n'est que le 11e fournisseur et le 24e client (ne pesant que pour moins de 2 % du commerce extérieur annuel du pays, contre environ 30 % pour la Chine, importations et exportations confondues), en dit long sur la méconnaissance dont souffrent nombre d'acteurs économiques tricolores au sujet du monde francophone, et ce, ... au plus grand bénéfice d'autres puissances.

Enfin, le Burundi et les Comores ont respectivement enregistré des taux de croissance de 0,3 % et de -1,4 %. La variation légèrement positive affichée par le Burundi s'expliquant principalement par le très faible niveau de développement du pays, qui se classe parmi les cinq pays les plus pauvres du continent (avec notamment le Malawi et le Soudan du Sud, qui font également partie de la minorité de pays ayant réalisé une croissance positive en 2020).

Un endettement globalement maîtrisé en Afrique subsaharienne francophone

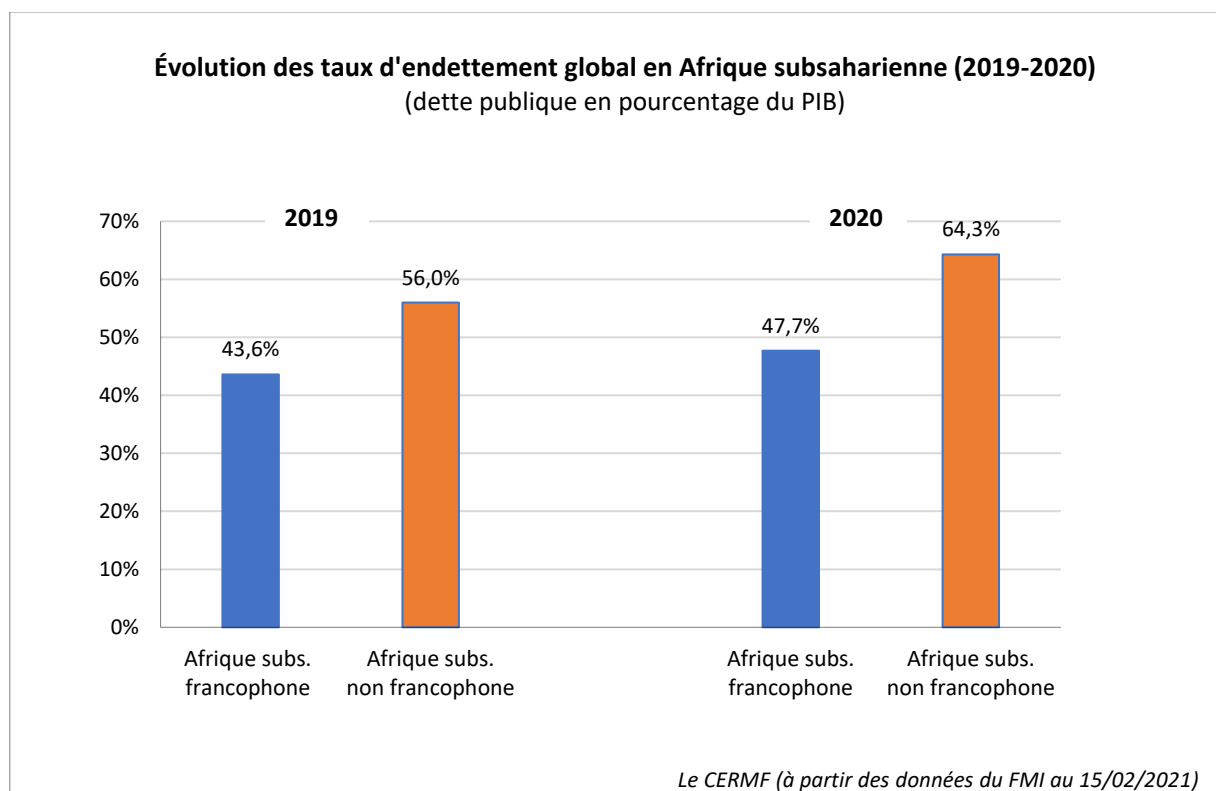
La dette publique a globalement été maîtrisée en Afrique subsaharienne francophone, qui demeure, et de plus en plus, la partie la moins endettée du continent. En 2020, et au niveau de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, 10 des 28 pays ayant observé une hausse supérieure à cinq points de pourcentage du poids de la dette par rapport au PIB sont francophones (soit moins de la moitié des pays francophones, même en y incluant les Seychelles), et 5 des 14 pays ayant connu une hausse supérieure à dix points sont francophones (Seychelles inclus).

Parmi les 10 pays les plus endettés d'Afrique subsaharienne (et également du continent) au terme de l'année 2020, trois sont francophones, dont les Seychelles et Maurice. Le Congo-Brazzaville, pays francophone le plus endetté, n'arrive qu'à la septième place au niveau subsaharien comme au niveau continental. Le Congo faisant partie des cinq pays francophones subsahariens ayant connu la hausse la plus importante de leur niveau d'endettement en 2020, avec deux autres pays pétroliers d'Afrique centrale (le Gabon et la Guinée équatoriale), les Seychelles (extrêmement dépendants du tourisme) et la Guinée (très dépendante des industries minières).

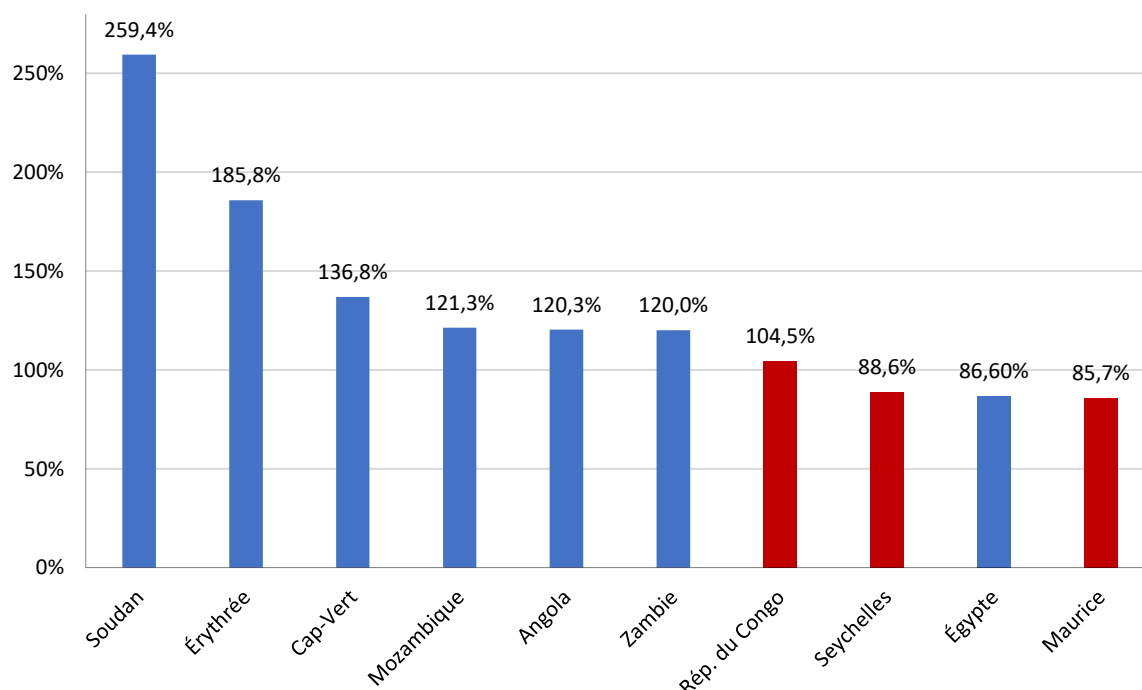
Si trois des pays de la zone Cemac ont connu une importante augmentation de leur endettement, les autres pays de cette même zone monétaire, comme le Cameroun, sont à l'inverse parvenus à en assurer la stabilité, à l'instar de la quasi-totalité des pays francophones de la zone UEMOA, qui a été, là aussi, la zone la plus stable du continent. En effet, et selon les estimations du FMI, l'UEMOA est l'ensemble ayant connu la plus faible hausse de son endettement au cours de l'année 2020, avec une augmentation globale de seulement 3,4 points (passant de 45,0 % à 48,4 %). Dans cet espace, seul un des sept pays francophones membres a vu son niveau d'endettement croître de plus de cinq points de pourcentage, à savoir le Niger (+ 6,3 points, soit une hausse modérément forte). Pour sa part, le Sénégal est le pays ayant connu la variation la plus légère (+1,3 point).

Pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, aucun des cinq pays le plus endettés n'est francophone (le Togo n'arrivant qu'à la sixième position), et aucun des quatre pays ayant connu une hausse supérieure à dix points de leur niveau d'endettement en 2020 ne fait partie de la zone UEMOA (le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau et le Cap-Vert). Parmi ces quatre pays, le Ghana a connu une hausse assez brutale de sa dette publique, dont le niveau est passé de 62,8 % à 76,7 % du PIB, soit près du double de celui de la Côte d'Ivoire voisine (41,7 %, contre 37,9 % en 2019). Le Ghana a donc désormais un endettement à peu près aussi important que celui de l'Afrique du Sud, dont la dette publique a également connu une très forte hausse, passant de 62,2 % à 78,8 % et rapprochant ainsi le pays de la liste des dix pays les plus endettés du continent (14e). Parmi ces dix pays, six font partie de ceux ayant connu la plus forte augmentation de leur dette publique en 2020, alors même qu'ils faisaient déjà partie des dix pays le plus endettés un an plus tôt (le Soudan, le Cap-Vert, le Mozambique, l'Angola, la Zambie et le Congo). Arrivant une nouvelle fois en tête du classement des pays les plus endettés, le Soudan continue à traverser une grave crise économique et financière. Une situation qui n'est pas sans conséquences, et qui est probablement, entre autres, à l'origine de deux décisions majeures ayant marqué la politique étrangère du pays au cours de l'année 2020, et passées relativement inaperçues, à savoir la conclusion d'un accord avec la Russie pour l'installation prochaine d'une base militaire, et l'établissement de relations diplomatiques avec Israël en vue d'un rapprochement avec les États-Unis. Deux décisions faisant du Soudan le premier pays africain à abriter une base militaire russe, ainsi que le premier pays arabo-africain non frontalier à nouer des relations diplomatiques avec l'État hébreu.

Globalement, l'Afrique subsaharienne francophone demeure donc la partie la moins endettée du continent, tout en creusant l'écart un an après le déclenchement de la pandémie. Début 2021, le taux d'endettement global de cet ensemble composé de 22 pays s'établit à 47,7 % du PIB, en hausse de 4,1 points sur un an (57,3 % pour l'ensemble de l'Afrique francophone, Maghreb inclus). Un niveau largement inférieur à celui de la majorité des pays développés. Pour le reste de l'Afrique subsaharienne, le taux se situe à 64,3 %, en hausse de 8,3 points (69,1 % pour l'ensemble de l'Afrique non francophone). Un an plus tôt, l'écart entre l'Afrique subsaharienne francophone et le reste de l'Afrique subsaharienne était déjà de 12,4 points (et de 11,1 points entre l'ensemble de l'Afrique francophone et le reste du continent).



Les 10 pays les plus endettés du continent africain* (dette publique en pourcentage du PIB, début 2021)



* sont désignés en rouge les pays francophones (Maurice et les Seychelles sont répertoriés à la fois comme francophones et anglophones / voir note en fin de rapport)

Le CERMF (données du FMI, au 15/02/2021)

Un rebond attendu dans un contexte international et africain plus favorable

Même s'il convient de faire toujours preuve de prudence au sujet des prévisions établies en cours d'année pour les pays en développement, en de surcroît dans la période actuelle, marquée par une pandémie non encore maîtrisée, l'Afrique subsaharienne francophone devrait une nouvelle fois être la partie la plus dynamique du continent en 2021, tout en demeurant la partie la moins endettée.

Le contexte international devrait être favorable à un redémarrage progressif de l'activité, avec une situation sanitaire qui semble s'améliorer petit à petit, et avec des cours des hydrocarbures qui devraient se maintenir, en dépit d'une récente hausse, à un niveau raisonnable pour les pays importateurs de pétrole et de gaz (notamment à cause de la progression constante de la part des énergies renouvelables, et des efforts en matière de réduction des gaz à effet de serre), et soutenir ainsi la croissance de la plupart des pays francophones, assez pauvres en richesses naturelles. Pour leur part, les pays de la zone CFA (soit 13 des 22 pays francophones subsahariens et la Guinée-Bissau, et auxquels l'on peut aussi ajouter les Comores, dont la monnaie est également arrimée à l'euro), devraient continuer à bénéficier, dans leurs efforts de diversification, d'un euro assez bon marché, compte tenu de la crise économique que connaissent les pays européens partageant cette monnaie unique, et notamment l'Allemagne dont l'économie était déjà en difficulté en 2019 (avec une croissance de seulement 0,6 %, contre 1,5 % pour la France).

Première puissance exportatrice d'Europe, l'Allemagne, qui a historiquement toujours été en faveur d'un euro fort, au risque de pénaliser les pays de la zone CFA dont la monnaie y est arrimée (et de nuire ainsi, doublement, aux intérêts de la France), n'a aujourd'hui d'autre choix que de maintenir l'euro à un niveau raisonnable. Et ce, d'une part à cause de la crise économique internationale et de la baisse de la croissance chinoise, et d'autre part, parce qu'elle devrait être également pénalisée par l'accord commercial signé en 2019 entre les États-Unis et la Chine, et selon lequel celle-ci s'engageait à importer pour 200 milliards de dollars de produits et services américains supplémentaires au cours des deux années suivantes (au détriment donc, probablement, d'un certain nombre de produits et de services allemands). Un accord qui demeure en vigueur, même si sa mise en application a pâti de la pandémie, et qu'une renégociation partielle pourrait prochainement avoir lieu.

Par ailleurs, et parallèlement à l'amélioration du contexte international, le contexte africain devrait lui aussi connaître une évolution favorable à la croissance économique, avec la mise en place progressive de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), entamée le 1er janvier 2021. Du moins d'un point de vue théorique, puisque qu'il convient de rappeler que la hausse des échanges entre pays ne dépend pas seulement de l'abaissement ou de l'élimination des barrières douanières entre ces mêmes pays, mais également et surtout de la capacité de ces derniers à produire des biens et services, à travers la mise en place préalable d'un environnement national favorable à l'investissement (cadres juridique, réglementaire et fiscal, infrastructures et formation, devant permettre à la fois de produire des biens et services et d'en assurer la compétitivité). L'évolution marginale des échanges au sein des ensembles régionaux ayant déjà abaissé ou supprimé les taxes douanières est là pour le démontrer.

Il en va d'ailleurs de même pour ce qui est de la question d'une monnaie unique, à l'instar de l'Eco que les pays d'Afrique de l'Ouest, membres de la CEDEAO, semblent souhaiter mettre en place. Ainsi, force est de constater que les pays de la zone UEMOA, qui bénéficient déjà, et depuis longtemps, d'une vaste zone de libre-échange doublée d'une monnaie unique, n'ont vu leurs échanges que faiblement augmenter à l'intérieur de cet espace, et demeurer à des niveaux globalement assez bas. Autre exemple intéressant, la part de la zone euro dans le commerce extérieur de la France a baissé depuis la mise en place de cette monnaie unique, suite à une augmentation plus importante des échanges entre la France et le reste du monde qu'avec les pays de la zone euro. Ce qui permet, d'ailleurs, de constater que les flux commerciaux entre la France et les autres pays de la zone monétaire étaient déjà très importants avant l'adoption d'une monnaie unique...

Une prudence qui s'impose avant l'adoption d'une éventuelle monnaie ouest-africaine

Si la réduction significative des barrières douanières et la mise en place d'une quasi-zone de libre-échange à l'échelle continentale demeurent un élément favorable, à terme, au développement des pays du continent, ceux-ci doivent donc toutefois et parallèlement poursuivre leurs réformes économiques afin de tirer pleinement profit de l'ouverture des différents marchés africains. Des réformes qui ont d'ailleurs déjà été nombreuses dans la majorité des pays francophones, et en particulier dans ceux d'Afrique de l'Ouest membres de la zone UEMOA. Mais ces derniers, et afin de conserver les bénéfices de leurs efforts, devront faire preuve à l'avenir de la plus grande prudence avant d'adhérer à une éventuelle monnaie unique couvrant l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, et ne pas agir avec précipitation.

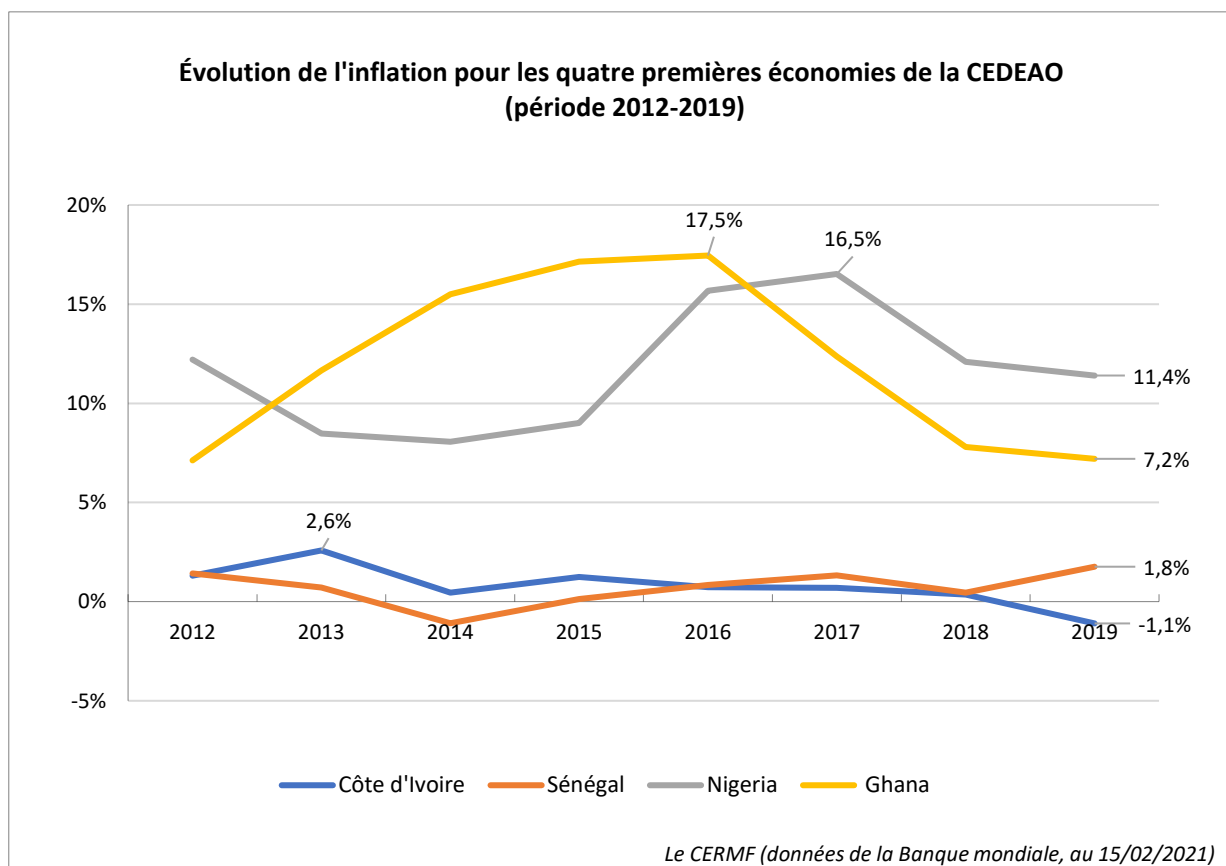
En attendant, les pays de zone UEMOA doivent déjà prochainement sortir du franc CFA pour le remplacer par une nouvelle monnaie plus indépendante de la France, qui en resterait la garante. Une importante réforme qui comprend, entre autres, la fin de l'obligation historique et souvent critiquée de centraliser en France 50 % des réserves en devises des pays de la zone (ce qui n'était pourtant qu'une question technique, n'en déplaise à certains qui le reconnaissent indirectement aujourd'hui en minimisant l'importance de la réforme, et dont l'abandon, déjà ratifié par la France, ne modifiera pas les capacités financières des pays de l'espace UEMOA, mais permettra par contre à la France de ne plus avoir à verser des intérêts à des taux souvent supérieurs à ceux dont elle peut bénéficier sur les marchés internationaux).

Une fois cette réforme effectuée, et même si la création ultérieure d'une monnaie unique ouest-africaine prendra encore de nombreuses années, principalement du fait de l'impréparation des pays non membres de l'UEMOA (pays anglophones, Cap-Vert et Guinée) qui sont loin de remplir les critères de convergence, faute d'être habitués, à l'inverse de leurs voisins francophones, aux principes de discipline budgétaire et monétaire qu'impose l'adoption d'une monnaie unique (ce qui explique le report permanent de la création d'un Eco ouest-africain depuis déjà quelques décennies), les pays francophones de l'UEMOA, devront faire preuve d'une approche purement rationnelle et non « affective » lorsque les autres pays de la région seront prêts à adhérer à une monnaie unique (et dont le cours sera probablement déterminé en fonction d'un panier de devises pour aboutir à un taux de change flexible, ce qui constitue une solution préférable à long terme pour l'ensemble des pays de la région, même si de nombreux pays dans le monde ont aujourd'hui une monnaie arrimée à une autre devise, y compris en Afrique non francophone).

Une réflexion qui s'imposera notamment lorsqu'il s'agira d'examiner une éventuelle adhésion du Nigeria, dont le poids démographique, d'une part, et les graves difficultés économiques, d'autre part, sont probablement incompatibles avec les intérêts des autres pays de la région, qu'ils soient francophones, lusophones ou anglophones (comme le Ghana, par exemple). En effet, et bien qu'en voie d'appauvrissement, le Nigeria continuera tout de même à peser assez lourdement en Afrique de l'Ouest du simple fait de son poids démographique (et, *in fine*, économique). Une adhésion de sa part à une monnaie ouest-africaine représenterait ainsi une grave menace pour la souveraineté de l'ensemble des pays de la région, dont l'influence sur la gestion de cette monnaie supranationale pourrait être limitée. La fermeture récente fin 2019 des frontières du Nigeria aux marchandises venant des pays frontaliers de la CEDEAO, sans concertation préalable et en dehors des règles mêmes de l'organisation, était d'ailleurs assez révélatrice de ce que pourrait être l'attitude du pays dans le cadre de la gestion d'une monnaie commune ouest-africaine (qui aurait probablement pour principal objectif de servir avant tout les intérêts du Nigeria).

À cela, s'ajoutent donc les graves difficultés structurelles auxquelles fait face le Nigeria, qui connaît une croissance économique très faible depuis plusieurs années (largement inférieure à sa croissance démographique, contrairement aux pays francophones frontaliers), une inflation assez forte (11,6 % en moyenne annuelle sur les huit années de la période 2012-2019, soit à peu près comme le Ghana, 11,9 %, mais très largement au-dessus de la Côte d'Ivoire ou du Sénégal, respectivement 0,8 % et 0,7 %), une monnaie ayant perdu près de 60 % de sa valeur face au dollar depuis 2014 (et plus de 99 % de sa valeur depuis sa création en 1973, lorsque la livre sterling valait 2 nairas, contre 530 au 15 février 2021), et dont 94 % des exportations reposent encore aujourd'hui sur le pétrole et le gaz (le pays n'étant toujours pas parvenu, plus de 60 ans après son indépendance, à diversifier son économie et à mettre en place un tissu industriel capable d'exporter).

L'intégration d'une économie en aussi mauvaise santé et en déclin comme celle du Nigeria à une monnaie ouest-africaine semble être incontestablement de nature à déstabiliser profondément les économies de tous les autres pays qui partageraient cette même monnaie, à travers une importante perte de valeur de celle-ci, accompagnée, de surcroît, d'une politique monétaire plus adaptée à un pays en crise (le Nigeria, par son poids démographique et donc économique, dictant probablement en grande partie cette politique), et ne correspondant donc pas aux besoins des pays dynamiques de la région. À commencer par ceux de l'UEMOA, zone la plus dynamique d'Afrique de l'Ouest et de l'ensemble du continent, qui verraient ainsi leur dynamisme baisser significativement et assez rapidement. Par ailleurs, le déclin économique du Nigeria est de nature, à terme, à accroître considérablement l'émigration de Nigériens, en quête d'une vie meilleure, vers des pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, et en particulier vers la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Bénin, le Sénégal, le Cameroun et le Gabon. Des pays qui devront alors faire face à ce qui pourrait être un véritable choc migratoire, compte tenu de la population du Nigeria, et, pour l'Afrique de l'Ouest, des règles de la CEDEAO qui prévoient la liberté de circulation et de résidence pour les ressortissants des pays membres.



Mais si l'intégration du Nigeria à une zone monétaire ouest-africaine mérite réflexion (sachant d'ailleurs que la zone UEMOA représente déjà un vaste territoire et un vaste marché), celle d'un pays comme le Ghana semble à l'inverse bien plus compatible. En effet, et même si le Ghana est un important producteur d'or et de pétrole, très dépendant du cours de ces deux matières premières (qui représentent plus des deux tiers de ses exportations, à peu près à part égales), et qu'il souffre d'une assez forte inflation et d'un niveau élevé d'endettement, celui-ci a toutefois le double avantage d'avoir une population comparable en nombre à celle d'autres pays de la région, et de faire partie des rares pays dont l'économie peut s'appuyer sur deux richesses naturelles dont les cours évoluent souvent de manière opposée (la baisse du prix de l'une étant plus ou moins compensée par la hausse du cours de l'autre). Chose qui contribue à la stabilité du Ghana, qui, et en dépit de taux de croissance parfois assez faibles, n'a jamais enregistré de croissance négative au cours des dix dernières années. L'enthousiasme manifesté par le président ghanéen fin 2019, lorsqu'il avait annoncé sa volonté de rejoindre au plus vite les pays de la zone UEMOA dans leur projet de création d'une nouvelle monnaie unique devant se substituer au franc CFA, témoigne d'ailleurs de la proximité et de la compatibilité du pays avec ces voisins. Mais le président ghanéen avait dû ensuite rapidement revenir sur ses propos, non pas au nom des intérêts de son pays (qui bénéficierait grandement d'un rapprochement avec l'espace UEMOA, compte tenu de ses difficultés), mais suite aux pressions exercées par le Nigeria, et dictées par les intérêts de ce dernier.

** Ayant la particularité d'être à la fois francophones et anglophones (pour avoir connu dans le passé une double présence française et britannique, successivement), Maurice et les Seychelles sont comptabilisés deux fois, aussi bien pour le calcul de la croissance globale de l'Afrique subsaharienne francophone que pour le calcul de la croissance de l'Afrique subsaharienne non francophone. Ce qui n'a, toutefois, aucune incidence sur ces mêmes taux de croissance (arrondis à une décimale), compte tenu du faible poids économique de ces deux pays par rapport aux deux ensembles cités. Il en va de même pour le calcul des taux d'endettement globaux, pour lequel ils sont également doublement comptabilisés.*

Le 02 Mars 2021

Le CERMF (Centre d'étude et de réflexion sur le monde francophone)

91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris

+33 (0)1 41 51 20 59

info@cermf.org

www.cermf.org